

PS-SFIO-29 Paris 1932. XXIXe Congrès national, tenu à Paris les 29, 30, 31 mai et 1er juin 1932. Compte rendu sténographique. 1933.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

\*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

\*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

\*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

\*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [reutilisation@bnf.fr](mailto:reutilisation@bnf.fr).

MARCEAU PIVERT. — Camarades, on peut évidemment examiner en surface le problème soumis au Congrès et définir la politique que devra suivre le Groupe socialiste au Parlement; mais il semble assez conforme au rôle du Parti socialiste de poser le problème en profondeur, et sous la forme suivante :

« A l'heure présente, dans les circonstances économiques et internationales où la classe ouvrière est jetée, quels sont ses objectifs, quels sont ses désirs, quelles sont ses volontés de lutte ? »

Si l'on se place ensuite sur le plan de l'action socialiste au Parlement, on est obligé de considérer que le Parti, qui est l'expression continuelle des volontés du prolétariat, doit alors se déterminer en fonction des intérêts propres de celui-ci, et non pas en considération de certains résultats d'une bataille électorale qui, après tout, n'est qu'une parenthèse dans la lutte permanente de classes. (*Applaudissements.*) Il ne doit pas se déterminer en fonction des désirs, des soucis et des intérêts d'un parti qui n'est pas le Parti socialiste (*Nouveaux applaudissements.*)

Certes, il est facile de trouver dans toutes les motions de toutes nos fédérations l'expression vivante, précise, immédiate, de ce que le prolétariat socialiste, ouvrier et paysan attend, désire, souhaite. C'est évidemment ce qu'on a surtout exposé ici; je passerai donc très rapidement; c'est d'abord dans les circonstances où des centaines de mille et des millions de travailleurs ne peuvent pas trouver à s'occuper, *la semaine de quarante heures avec maintien des salaires*, et cela, camarades, cela déjà, c'est une bataille totale. (*Applaudissements.*)

C'est au point de vue financier, le rétablissement d'une fiscalité qui pèserait sur les classes dirigeantes et qui allègerait les charges qui actuellement pèsent sur la consommation et sur la production.

C'est en ce qui concerne le désarmement général, non pas la recherche de je ne sais quelle sécurité comme condition préalable, mais le désarmement immédiat, et en particulier le retour, dans le prochain budget des crédits de 1928, pour donner la preuve que, résolument, on marche vers le désarmement général. (*Applaudissements.*)

Là encore, bataille de classe et bataille de classe internationale.

Et même sur des problèmes (permettez-moi d'y faire allusion), comme celui de l'Ecole unique, comme celui de la laïcisation intégrale de l'enseignement, c'est une bataille dont vous n'avez pas idée, rien qu'en ce qui concerne les perspectives d'introduction des lois laïques en Alsace. Est-ce que vous croyez que cette bataille peut être engagée par d'autres que le Parti socialiste ? (*Applaudissements.*)

Les nationalisations, les mines, le rail, les engrais, l'office du blé... passons, voilà ce que les fédérations ont introduit dans les motions. Et on a ensuite décidé, et la plupart des fédérations l'ont inscrit dans leurs textes qu'on participerait si, sur ce programme, il y avait accord avec le Parti radical.

Eh bien, ce que je veux me borner à faire ici, c'est de rechercher si vraiment pour ces différentes batailles de classe, il est possible de compter sur des alliés en dehors de la classe ouvrière.

Je ferai état d'un certain nombre de faits, non pas de promesses, non pas de discours, ou de programmes, même élaborés dans un Congrès comme celui de Wagram, car on les a déjà publiés ces programmes et même on a déjà tenu le pouvoir quand on est le Parti radical. (*Applaudissements.*) Je rappellerai seulement deux votes sur une question qui ne touche pas même à la structure du régime économique, sur la fiscalité démocratique.

Voici un vote relatif aux « valeurs mobilières à endos » (art. 79), 8 février 1926, sur les amendements Auriol et Cachin reprenant l'article 79. Contre : 276. Pour : 154, dont 96 socialistes ; 26 communistes ; et 32 radicaux et républicains-socialistes.

Je fais maintenant appel au témoignage de Renaudel pour un vote important, le deuxième, que je veux citer, sur les taxes successorales (art. 85), l'Etat héritier, qui est la première condition pour opérer ce renversement de politique sans lequel il n'y a pas de fiscalité démocratique.

M. Joseph Barthelemy dit :

Nous sommes à un vote très important, peut-être le plus important de la législature. Vous allez avoir à vous prononcer entre le socialisme et la tradition de la grande démocratie libérale.

Et il compare le projet de la Commission au Livre IV du Code civil de la Russie soviétique. Ce projet avait été élaboré par une sous-commission des Finances dans laquelle se trouvaient avec Auriol des représentants des Partis radical et républicain-socialiste, et cette sous-commission en dressant ce projet engageait moralement d'une façon évidente la responsabilité des groupes.

A ce moment, Renaudel se lève et dit : « C'est ici que la responsabilité de la majorité doit être affirmée. »

Et voici le résultat du vote sur la disjonction de l'article 85 :

Pour la disjonction : 326; contre : 183. Il est resté 26 communistes, 3 socialistes-communistes, 96 socialistes, 12 républicains-socialistes et socialistes français et 46 radicaux et radicaux-socialistes pour être fidèles, non pas même à des décisions de congrès, mais à un engagement d'honneur pris dans une sous-commission avec nos camarades socialistes. Voilà exactement ce qui a été fait. (*Applaudissements.*)

Ce sont des faits, et quand on parle des utopistes et de ceux qui sont enfermés dans leur tour d'ivoire, quels sont-ils ? (*Applaudissements.*)

D'ailleurs, permettez-moi de chercher une petite chicane à un de mes bons amis qui, à ce moment-là, écrivait ce qu'il pensait du futur président du Conseil, M. Herriot :

M. Herriot nous avait déjà réservé pas mal de surprises désagréables.

Mais nous étions loin de penser qu'un jour viendrait si vite où le vainqueur du Onze Mai, le chef du Cartel, pour un maroquin de ministre, tournerait le dos à son passé et ferait du cent à l'heure sur la route de Canossa. C'est vraiment un caractère et une conscience.

C'est le camarade Frossard qui écrit cela, et qui est allé ensuite demander à Herriot... (*Protestations sur certains bancs; agitation prolongée.*)

X... — C'est un coup monté.

MARCEAU PIVERT. — Je proteste, je n'ai pas fait un seul geste qui puisse être interprété ici comme une manœuvre préparée (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Le président est seul responsable de la discipline de la salle, et aucun de nos camarades ne doit avoir, comme orateur, le droit de calmer ou d'exciter les camarades. (*Le bruit continue.*)

MARCEAU PIVERT. — Je m'étonne qu'on ait fait un sort à un incident caractéristique d'un état d'esprit qui est celui de trop de camarades qui oublient trop vite ou qui n'ont pas de mémoire ! (*Applaudissements; mouvements divers.*)

Mais les expériences que l'on veut nous faire recommencer, on peut aller les chercher ailleurs.

Est-ce que vous pensez que vraiment les leçons que le prolétariat international tout entier doit retirer d'un certain nombre d'événements comme ceux d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique, ne sont pas encore suffisantes ?

Est-ce qu'il faut rappeler que dans des circonstances à peu près analogues, il y a eu des soutiens ou des participations systématiques pour essayer de prolonger ce qu'on a appelé la République démocratique contre le fascisme, et le résultat de l'expérience est le suivant : c'est qu'aujourd'hui le fascisme est plus fort que jamais et qu'il est prêt à monter au pouvoir. (*Vifs applaudissements.*)

D'ailleurs, pour avoir sur ces événements quelque discrétion, puisqu'il s'agit de sections de l'Internationale placées dans des situations dramatiques, je veux me borner aux enseignements tirés par la seule section de l'Internationale qui s'est tirée avec honneur de ces circonstances difficiles : le Parti Ouvrier belge.

Je ne passionnerai pas le débat. J'irai chercher auprès d'un de ceux de nos camarades qui doctrinalement ont toujours été réformistes, auprès de A. Wauters, ce qu'ils ont tiré de leur propre expérience, et voici ce qu'il a écrit :

D'ailleurs, ces expériences avaient lieu dans les circonstances les plus favorables : énorme accroissement du Parti, promesses de guerre. Il est même certain cependant...

C'est dans le texte même.

...que plusieurs réformes eussent été enlevées de haute lutte sans la collaboration ministérielle.

Et notre camarade ajoute :

Il faut voir si les réformes n'ont pas de contre-poids dans des concessions que nous serions amenés à faire de notre côté, concessions qui, renouvelées, pourraient, petit à petit, tuer l'âme de notre Parti.

Et un peu plus loin :

A partir du moment où vous réalisez une coalition gouvernementale, vous devez fatalement...

Et je m'adresse à ceux qui parlent de conditions, qui sont prêts à participer avec des conditions draconiennes :

...vous devez fatalement tenir compte du point de vue des adversaires avec lesquels vous composez. (*Applaudissements.*)

Eh bien, ces expériences internationales, ces expériences intérieures, tout cela semble balayé par un grand courant d'opinion.

Voici donc la position que nous prenons.

Puisque maintenant, dans le Parti, il suffit de voir une plateforme électorale d'un parti voisin ou des promesses d'un parti voisin pour oublier ce qu'il y a en qualité derrière, eh bien allons-y, faisons la preuve expérimentale en restant fidèles à ce qui est inscrit dans la motion du Nord, et en ne démarrant pas d'un pouce de ce qui constitue notre raison d'être, nos objectifs immédiats, tout ce que nous ne pouvons pas abandonner sans capituler; faisons la preuve, attendons la réponse. (*Bruits, mouvements divers.*) Je peux vous assurer qu'il n'y a là aucun machiavélisme. Nous vous donnons rendez-vous. On fait la preuve pour les gens qui ne savent pas, qui ont besoin de se rendre à l'évidence; c'est pour démontrer au Parti lui-même qu'il n'a pas à chercher ailleurs que dans ses propres forces la volonté de réalisation de ce pour quoi il existe. C'est pour cela que nous demanderons aux Fédérations qui ont accepté cette plateforme de ne pas accep-

ter une minute qu'on enlève quelque chapitre que ce soit, et qu'elles se maintiennent sur leurs positions et qu'elles attendent les résultats de l'expérience. (*Applaudissements.*)

D'ailleurs, nous aurons certainement à reprendre la conversation.

Car il y a une certaine partie de la bourgeoisie qui voudrait bien nous voir participer. En effet, il n'y a qu'à prendre au hasard certains textes, certaines affirmations pour retrouver cet état d'esprit.

Voici ce qu'on lit dans *La Voix*, organe radical, du 15 décembre 1929 :

M. Blum ne peut sortir de ce dilemme : ou son ministère fera une politique socialiste et nous le renverserons ; ou il fera une politique radicale, et pourquoi ne pas la faire avec nous ?

Dans l'esprit de cette partie de la classe bourgeoise qui veut actuellement la participation socialiste, méfiez-vous ce n'est pas pour la réalisation du programme socialiste, c'est pour satisfaire à ce souci de sécurité, à ce besoin de quiétude qui est celui de la classe bourgeoise tout entière ; alors que vous voyez la presse se taire, la Bourse rester à peu près calme, alors que vous sentez que pas un geste provocant n'est esquissé, vous vous rendez compte qu'on attend du Parti qu'il abdique précisément sa politique traditionnelle d'opposition pour participer à ce concert de sécurité dont la bourgeoisie dirigeante a besoin. (*Applaudissements.*)

Or, le Parti n'a pas été créé pour rassurer la bourgeoisie dirigeante. Il est, au contraire, constitué, il est créé pour interpréter l'inquiétude générale de la classe ouvrière et pour conduire celle-ci à la victoire finale (*Vifs applaudissements.*)

Vous direz peut-être que pour faire la preuve, il faut aller jusqu'au bout, jusqu'au Gouvernement. Un dernier mot sur ce point. Rappelez-vous certaine expérience. Voyez Paul-Boncour qui après avoir été le protagoniste de cette politique de présence systématique est devenu, à l'heure présente, le porte-parole de l'impérialisme français

à Genève. (*Applaudissements.*) Je ne mets pas en doute la sincérité de ceux qui, hier, ont été les amis de Paul-Boncour et qu'il a abandonnés et trahis.

GRUMBACH. — C'est une formule démagogique indigne de ce Congrès.

MARCEAU PIVERT. — Je dis, Camarades, qu'il est extrêmement dangereux de mettre le doigt dans l'engrenage, car on ne sait plus partir une fois qu'on est accroché. (*Applaudissements.*)

Nous avons eu dans ce Parti plusieurs années de suite à régler la question de la présence d'un socialiste à la S. D. N. comme représentant du gouvernement...

MARQUET (*interrompant*). — Le Congrès va-t-il continuer de siéger dans des conditions telles que le seul désordre existant ici est fait non pas par les délégués, mais par le public. (*Bruyantes protestations des galeries et d'une partie du Congrès. Agitation prolongée.*)

LÉON BLUM. — Je demande au Président la permission d'adresser après lui une adjuration au public des tribunes.

Il n'y a ici dans les tribunes que des membres du Parti (*applaudissements*), aussi intéressés que les délégués à la façon dont les débats se déroulent ici. Nous les supplions de ne pas ajouter à leur attention des marques d'approbation ou d'improbation passionnées qui troublent les débats et qui provoquent alors dans le Congrès lui-même des contre-coups d'émotion et de passion.

Je sais qu'on ne fait jamais en vain appel au sang-froid, au calme et à l'esprit de solidarité de nos camarades de la Fédération de la Seine. J'en ai fait moi-même partie assez longtemps pour le savoir. C'est en camarade de la Fédération que je m'adresse à eux et que je les supplie de laisser se poursuivre la suite de cette séance dans le calme et dans la tranquillité la plus complète. (*Vifs applaudissements.*)

MARCEAU PIVERT. — Et dans l'intérêt même de la discussion, je demande également qu'aucune intervention ou interruption, surtout dans les tribunes, ne se produise ;

dans l'intérêt même de la bataille sérieuse que nous conduisons, et dans l'intérêt du Parti, il faut que les décisions que le Congrès prendra soient des décisions mûries, réfléchies, élaborées dans le calme et le silence.

Je disais : Méfiez-vous de mettre le doigt dans l'engrenage. Vous risquez, en dépit de la sincérité de ceux qui croient qu'il est possible de collaborer avec la bourgeoisie, de reproduire certaines expériences douloureuses. Vous vous rappelez le temps qu'il a fallu pour demander à l'un des nôtres qui représentait le gouvernement à la S. D. N., et non pas le Parti, le temps qu'il a fallu pour lui demander de cesser sa délégation.

Vous n'avez pas perdu non plus le souvenir de ces incidents extrêmement pénibles qui ont privé le Parti travailliste de ses chefs parce qu'ils continuaient, eux, à croire qu'il était encore possible de réaliser, en faisant l'Union nationale.

Je ne voudrais pas que cette expérience se termine par un échec d'abord, par des désillusions que nous pouvons dès maintenant prévoir et surtout par des amputations de ceux que nous tenons à conserver dans nos rangs sous la conduite tout entière de tout le Parti. (*Applaudissements.*)

Enfin, on a dit : circonstances exceptionnelles. Oui, circonstances exceptionnelles, mais précisément exceptionnelles pour que nous soyons plus loin que jamais de toute participation avec la bourgeoisie (*Applaudissements.*)

Exceptionnelles, parce que non seulement il y a la crise économique, mais la guerre qui monte, une guerre dont vous ne pouvez pas ignorer la menace. Un conflit international peut éclater demain entre la Russie et le Japon, et vous obliger, vous, Parti socialiste, à prendre vos responsabilités, et pas seulement des responsabilités ministérielles.

Ces circonstances font que, plus que jamais, la classe ouvrière, dans ses syndicats, dans son parti, doit garder les mains libres pour pouvoir s'en servir et défendre ce qui, à l'heure présente, conformément au mot d'ordre de

l'I. O. S., représente tout de même un point d'appui pour la révolution socialiste : l'U. R. S. S.

Il faudra, nécessairement, prendre position et si vous avez, à ce moment-là, les mains liées, vous ne pourrez pas engager l'action de classe vigoureuse que dès maintenant vous devez préparer.

Au lieu d'une participation avec une fraction de la bourgeoisie, il faut prévoir ces lendemains qui se préparent et pour lesquels notre parti ne doit avoir confiance qu'en lui.

Quand nous allons nous trouver en présence de l'impossibilité de toute participation (car nous l'affirmons dès maintenant), il ne faudra cependant pas laisser croire que le Parti n'a rien à faire. Non, demain comme hier, demain plus qu'hier, il appellera les travailleurs à se grouper, il fera de la propagande, il développera sa presse, il mobilisera ses Sections, et, le Parti grandissant, le jour viendra où tout entier il sera appelé nécessairement à jouer un grand rôle parce qu'il sera resté libre, parce qu'il sera devenu la grande armée prolétarienne autour de qui l'Unité totale se reconstituera.

Jamais les théoriciens du Parti, jamais l'expérience ouvrière, ne nous ont enseigné qu'on pourrait faire l'économie des transformations profondes vers lesquelles nous allons.

Si la route est rude, longue et âpre, déjà nous sommes à mi-côte et nous apercevons les sommets. Et nous disons : Marchez, camarades, d'un pas assuré en reconstituant cette unité ouvrière qui est déjà en voie de réalisation, et puis, un jour viendra, plus proche peut-être que vous ne le pensez, où tous ensemble, vous réaliserez non seulement une modeste plate-forme, mais la transformation totale qui est dans votre esprit à tous.

*(Applaudissements nourris et prolongés.)*

PÉRIGAUD (Seine). — La première constatation que je tiens à faire, c'est que Marceau Pivert a défendu la motion de la Seine beaucoup mieux que je ne pourrais la défendre moi-même. *(Applaudissements.)*